Améliorer nos opérations

Bon fonctionnement de l'Organisation

Des interprètes travaillent depuis leurs cabines surplombant la salle de l'Assemblée générale, lors de la 16e séance plénière de la soixante-dix-huitième session.

(New York, octobre 2023) © Photo ONU/Rick Bajornas

Notre action

- Affaires de l'Assemblée générale et gestion des conférences
- Communication globale
- Contrôle
- Stratégies et politiques de gestion et de la conformité
- Bureaux hors Siège
- Appui opérationnel

Notre équipe

- Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences
- Département de la communication globale
- Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
- Département de l'appui opérationnel
- Département de la sûreté et de la sécurité
- Bureau des services de contrôle interne
- Offices des Nations Unies à Genève, Nairobi et Vienne
- Bureau de la déontologie
- Bureau du Coordonnateur spécial chargé d'améliorer l'action des Nations Unies face à l'exploitation et aux atteintes sexuelles
- Bureau de la Défenseuse des droits des victimes

Un fonctionnement efficace

Plus de 120 millions
de visiteurs ont consulté le site un.org

27,5 millions
de téléchargements uniques effectués à partir de la Bibliothèque numérique des Nations Unies

185 000
consultations d'iSeek, l'intranet de l'Organisation, par le **personnel des Nations Unies**

Plus de 3 900
réunions et manifestations diffusées sur la télévision en ligne des Nations Unies

« Nous travaillons à faire en sorte que notre Organisation soit tournée vers l'avenir et attentive aux besoins de celles et ceux pour qui nous œuvrons. »

Catherine Pollard,
Secrétaire générale adjointe chargée du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité

Des représentants de différentes entités des Nations Unies effectuent une évaluation conjointe de la sécurité en Éthiopie à la suite d'un afflux de réfugiés en provenance de la Somalie voisine.

(Région Somali, juin 2023) © Département de la sûreté et de la sécurité

Le travail de l'Organisation et celles et ceux qui le font

Plus de 35 000 personnes travaillent pour le Secrétariat de l'ONU dans 467 lieux d'affectation à travers le monde. Le Secrétariat **s'applique à faire respecter les normes les plus strictes** en matière d'intégrité et de déontologie, de gestion des ressources et d'exécution des mandats.

Santé mentale et bien-être sur le lieu de travail

Nous avons récemment lancé la Stratégie pour la santé mentale et le bien-être dans le système des Nations Unies en 2024 et au-delà. Approuvée à l'unanimité par le Comité de haut niveau sur la gestion, cette stratégie représente une avancée notable dans notre engagement en faveur de la santé mentale et du bien-être de notre personnel.

Nos réalisations

Le passage d'un budget biennal à un **budget annuel a permis d'instaurer une culture davantage axée sur les résultats**. Les plans-programmes et les besoins en ressources sont plus souvent ajustés grâce à des rapports plus fréquents sur l'exécution du programme, ce qui se traduit par une planification plus souple. Les examens annuels des dépenses permettent d'optimiser les ressources et, ainsi, d'exécuter plus efficacement le mandat. Nous avons également consolidé la culture de l'efficience dans les opérations hors siège en **adoptant une méthode d'établissement du budget fondée sur les données**, mais aussi en réalisant des économies et en éliminant certaines dépenses dans de nombreux domaines.

Instantané du dialogue interculturel et interreligieux et de la table ronde sur la création de passerelles entre l'Orient et l'Occident.

(New York, juin 2023) © Photo ONU/Paulo Filgueiras

« L'Organisation tient résolument à fournir des solutions d'appui globales et intégrées dans des environnements opérationnels de plus en plus complexes, à faire en sorte que le soutien apporté réponde aux besoins d'une clientèle diversifiée et à améliorer la prestation de services en s'appuyant sur la technologie, les compétences et la culture. »

Atul Khare,
Secrétaire général adjoint à l'appui opérationnel

Communication auprès d'un public mondial

70 millions
d'abonnés aux différents comptes de **médias sociaux** @nationsunies, dans neuf langues

Plus de 52 millions
de visionnages de contenus vidéo sur la chaîne YouTube de l'ONU en anglais

Plus de 275 000
visiteurs ayant suivi des visites guidées de l'ONU à New York, Genève, Vienne et Nairobi

« Il est essentiel de rechercher de nouvelles façons d'exploiter les technologies à l'appui de services de conférence multilingues de haute qualité pour aider l'ONU à trouver des solutions aux problèmes mondiaux. »

Movses Abelian,
Secrétaire général adjoint chargé du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences

Une cérémonie organisée à l'occasion de la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste.

(Genève, janvier 2023) © Photo ONU/Violaine Martin

Le multilinguisme et la diplomatie à l'œuvre

1,5 milliard
de mots dans les documents publiés dans les six langues officielles

32 millions
de documents téléchargés à partir du Système de diffusion électronique des documents

135 000
connexions au portail e-deleGATE, destiné aux diplomates

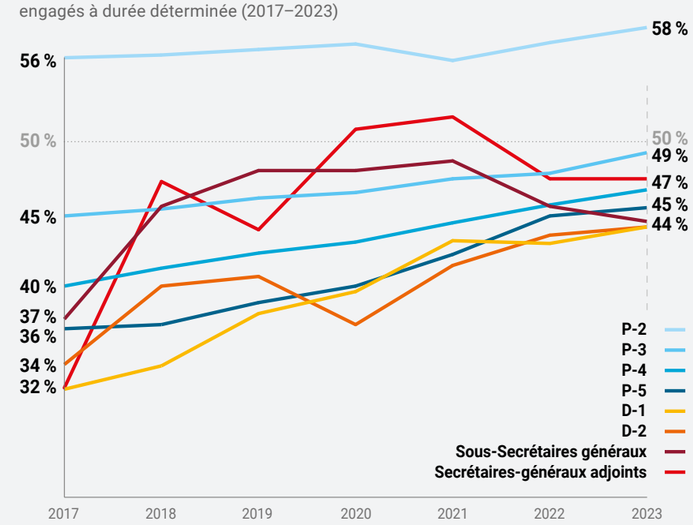
20 000
heures d'interprétation simultanée dans les six langues officielles

Des portails spécialisés ont permis d'**offrir aux États Membres plus de transparence** sur notre personnel et sur l'exécution du programme et du budget. Le portail des États Membres relatif au personnel en tenue (Member States Portal for Uniformed Capabilities Support) fournit aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police des informations sur le traitement des demandes de remboursement des sommes qui leur sont dues. Grâce aux outils d'analyse en libre-service et aux tableaux de bord de gestion mis à la disposition du personnel dans Umoja pour leur permettre de prendre des décisions reposant sur des données, **la prise de décisions** par le personnel d'encadrement **a gagné en efficacité**.

L'objectif de l'équité de la répartition géographique, d'une large représentation géographique et de la réalisation de la parité des genres au sein du personnel du Secrétariat est resté une priorité essentielle pour toute l'Organisation. **Le Secrétariat est bien parti pour atteindre la parité dans son effectif à l'horizon 2028**, mais il reste encore du travail à faire pour qu'elle soit atteinte à tous les niveaux de chaque entité. La décision de l'Assemblée générale d'élargir le système des fourchettes optimales a permis d'augmenter le nombre de postes soumis au principe de la répartition géographique, ce qui a eu pour résultat de réduire le nombre d'États Membres non représentés, sous-représentés ou surreprésentés. Début 2024, 123 États Membres étaient dans la fourchette optimale, alors qu'ils n'étaient que 103 en décembre 2023.

Une action déterminée en faveur de la parité femmes-hommes qui porte ses fruits

Pourcentage de femmes parmi les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur engagés à durée déterminée (2017–2023)



Avec le lancement de la stratégie sur la parité des sexes applicable à l'ensemble du système des Nations Unies, le Secrétaire général s'est engagé à faire progresser la parité dans l'ensemble du système à tous les niveaux, en commençant par les membres du personnel du Secrétariat appartenant à la catégorie des administrateurs recrutés sur le plan international et titulaires d'un engagement à durée déterminée, d'un engagement continu ou d'un engagement à titre permanent/indéfini.

« Plus que jamais, notre travail est essentiel pour garantir que les cadres et le personnel des Nations Unies agissent en bons intendants des ressources de l'Organisation et veillent au respect de ses valeurs tout en atteignant les résultats prévus. »

Fatoumata Ndiaye,
Secrétaire générale adjointe aux services de contrôle interne

L'ONU accueille son tout premier éditeur invité pour le blog en direct d'ONU Info lors de la journée d'ouverture de la dix-septième session de la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

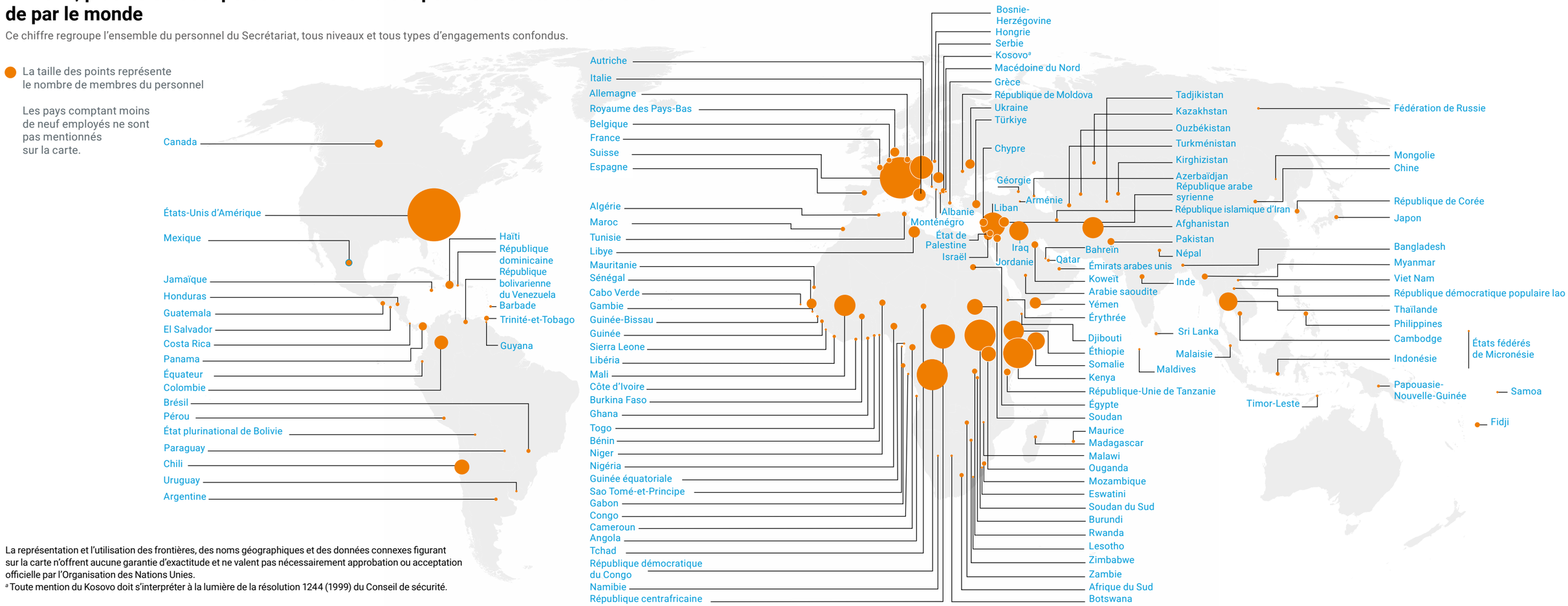
(New York, juin 2024) © Photo ONU/Mark Garten

« Il est indispensable que les fonctionnaires internationaux fassent un usage responsable des médias sociaux à titre personnel pour renforcer la culture déontologique de l'Organisation. »

Thi Kim Xuan Nguyen,
Directrice par intérim du Bureau de la déontologie

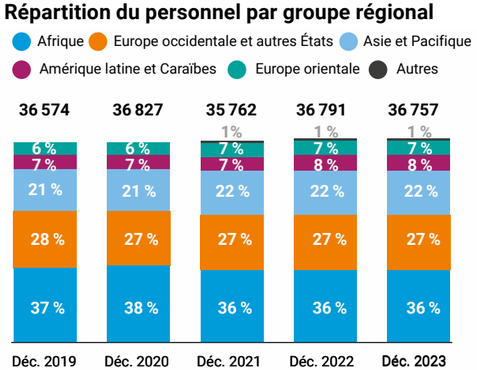
En 2023, plus de 35 000* personnes travaillaient pour le Secrétariat de l'ONU de par le monde

Ce chiffre regroupe l'ensemble du personnel du Secrétariat, tous niveaux et tous types d'engagements confondus.

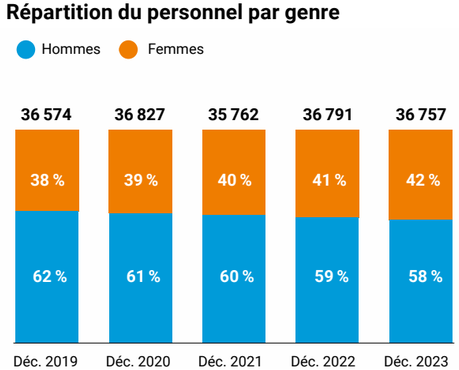


La représentation et l'utilisation des frontières, des noms géographiques et des données connexes figurant sur la carte n'offrent aucune garantie d'exactitude et ne valent pas nécessairement approbation ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.
[a] Toute mention du Kosovo doit s'interpréter à la lumière de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité.

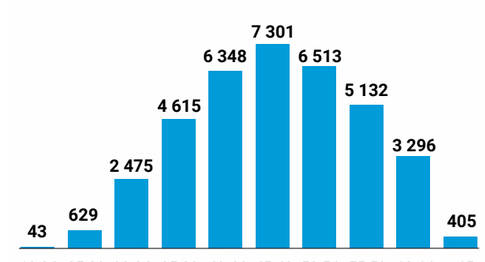
Répartition du personnel par groupe régional



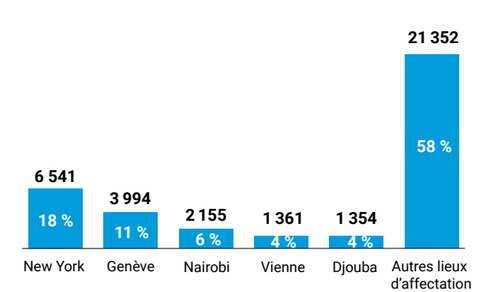
Répartition du personnel par genre



Répartition du personnel par tranche d'âge



Répartition du personnel par lieu d'affectation



* Les chiffres donnés dans le texte tiennent compte des informations disponibles jusqu'à la fin du mois d'avril 2024, tandis que les données utilisées pour les infographies correspondantes ne vont pas au-delà de fin décembre 2023.
Note : Les cinq groupes régionaux ont été créés afin de favoriser la répartition géographique équitable des sièges entre les États Membres dans les différents organes de l'ONU. La catégorie « Autres » regroupe les fonctionnaires originaires de l'État de Palestine et les fonctionnaires apatrides.

« Les droits des victimes d'abord. Notre mobilisation en faveur des victimes d'exploitation et d'atteintes sexuelles permet à celles-ci de s'exprimer, d'être aidées et d'obtenir justice. »

Najla Nassif Palma,
Défenseuse des droits des victimes

« Toute personne au service de l'Organisation des Nations Unies doit respecter nos valeurs. Nous devons nous engager sur-le-champ à mettre fin à l'exploitation et aux atteintes sexuelles. »

Christian Saunders,
Coordonnateur spécial chargé d'améliorer l'action des Nations Unies face à l'exploitation et aux atteintes sexuelles

Le Bureau de la lutte antiraciste a été le fer de lance de la mise en œuvre du plan d'action stratégique visant à éradiquer le racisme et à promouvoir la dignité de toutes et tous au Secrétariat de l'Organisation. **Le Bureau de la déontologie du Secrétariat a renforcé la protection** contre les représailles **des membres du personnel** qui signalent des manquements ou qui collaborent à des audits ou à des enquêtes. **Nous avons également œuvré à faire appliquer plus largement la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap dans les entités du système**.

Une volonté d'action au plus haut niveau, des ressources en quantités suffisantes et une vigilance constante sont essentielles pour lutter efficacement contre l'exploitation et les atteintes sexuelles. Pour que nos efforts de prévention et de réaction soient davantage axés sur les victimes, nous avons publié une déclaration sur les droits des victimes dans toutes les langues officielles et dans certaines langues locales.

Le Département de la sûreté et de la sécurité, en coordination avec d'autres membres du système de gestion de la sécurité des Nations Unies, a continué de faciliter l'exécution des programmes partout dans le monde. **La sûreté et la sécurité du personnel des Nations Unies, en particulier de celles et ceux qui sont recrutés sur le plan local, restent une préoccupation majeure dans les crises complexes**.

Afin d'assurer au mieux la clôture opérationnelle de la MINUSMA et de la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan, nous avons renforcé notre appréciation de la situation, nos procédures et nos modalités de montée en puissance, et ce, dans des environnements complexes et en évolution rapide. Nous nous sommes employés à **faire en sorte que les opérations soient respectueuses de l'environnement**, pour le bénéfice des pays et des populations d'accueil. Grâce au projet de partenariat triangulaire, nous avons renforcé la coopération institutionnelle et opérationnelle avec les organisations régionales.

Nos équipes chargées de la communication ont **réagi rapidement face aux grandes crises** et fait connaître les activités de l'Organisation dans le monde entier en diffusant rapidement des informations factuelles, y compris dans le cadre de campagnes. C'est à elles que revient **l'idée d'élaborer des Principes mondiaux pour l'intégrité de l'information, qui visent à lutter contre la mésinformation, la désinformation et les discours de haine** dans la sphère publique.

Pour aider les États Membres, le Secrétariat a rendu la plateforme multilingue e-deleGATE plus accessible et fonctionnelle, notamment en y ajoutant un nouveau module pour les candidatures et les élections. Nous avons également amélioré **l'automatisation de la capture des données afin d'accélérer la production des documents de procédure**.

Pionniers dans l'utilisation de l'intelligence artificielle générative, **nous avons mis en place un laboratoire consacré à la réalisation de projets pilotes, notamment la mise en récit des données**. Nous avons intégré la prospective stratégique dans notre travail, en nous appuyant sur l'intelligence artificielle pour établir le plan de gestion prévisionnelle des besoins en personnel.

En dernière analyse, pour continuer de fournir un travail de qualité, nous avons besoin de liquidités. En 2023, la situation de trésorerie du budget ordinaire n'a cessé de se dégrader. La baisse des recouvrements et la restitution des sommes dues aux États Membres ont épuisé les réserves. Au début de l'année 2024, **l'Organisation a dû prendre des mesures strictes de limitation des dépenses afin d'éviter que des déficits de trésorerie n'entraînent des défauts de paiement**.

La session semestrielle du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination se tient au Greentree Estate, sur Long Island (New York).

(New York, novembre 2023) © Photo ONU/Eskinder Debebe

« En 2023, dans son action face aux crises, l'Organisation a fait de la sécurité une préoccupation de premier ordre, en veillant à la sûreté et à la sécurité de ses opérations tout en renforçant ses capacités de résilience, de planification et d'intervention d'urgence. »

Gilles Michaud,
Secrétaire général adjoint à la sûreté et à la sécurité

« Le monde d'aujourd'hui a besoin d'écosystèmes d'information sains si nous voulons des sociétés informées, stables et unies. »

Melissa Fleming,
Secrétaire générale adjointe à la communication globale

Programmes porteurs de transformation*

Les objectifs à long terme de l'Organisation des Nations Unies s'appuient sur des programmes porteurs de transformation qui ont été approuvés par les États Membres ou auxquels ceux-ci ont souscrit.

1995

Déclaration de Beijing
Programme d'action de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes

2000

Les femmes et la paix et la sécurité
Résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité

Déclaration du Millénaire
Sommet du Millénaire et objectifs du Millénaire pour le développement

2001

Déclaration de Durban sur le racisme
Déclaration et Programme d'action de Durban, document final de la Conférence d'examen de Durban de 2009

2002

Consensus de Monterrey
Conférence internationale sur le financement du développement

2005

Déclaration et Stratégie de Maurice
Poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement

Document final du Sommet mondial
Développement, paix et sécurité collective, droits humains et état de droit, et renforcement de l'ONU

2008

Déclaration de Doha
Conférence internationale de suivi sur le financement du développement

2011

Déclaration d'Istanbul
et Programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020

2012

Conférence Rio+20 : l'avenir que nous voulons
Conférence sur le développement durable

2014

Orientations de Samoa
Modalités d'action accélérées pour les petits États insulaires en développement (Conférence sur les petits États insulaires en développement)

2015

Déclaration de Doha
Treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale

Programme d'action d'Addis-Abeba
Troisième Conférence internationale sur le financement du développement

Déclaration et Programme d'action de Vienne
en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014–2024

Cadre de Sendai
pour la réduction des risques de catastrophe (2015–2030)

Accord de Paris
sur les changements climatiques, adopté par les Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

Programme 2030
Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Un plan d'action commun pour la paix et la prospérité des peuples et de la planète, aujourd'hui et pour l'avenir, s'articulant autour de 17 objectifs de développement durable

2016

Pérennisation de la paix
Adoption d'un nouveau cadre de pérennisation de la paix dans des résolutions jumelles : la résolution 70/262 de l'Assemblée générale et la résolution 2282 (2016) du Conseil de sécurité

2017

Résolution sur l'océan
L'océan, notre avenir : appel à l'action

2018

Programme 2030 et Agenda 2063 de l'Union africaine
Cadre du nouveau partenariat entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine pour le programme d'intégration et de développement de l'Afrique 2017–2027, à l'appui de l'Agenda 2063 de l'Union africaine : L'Afrique que nous voulons

2019

Action en faveur du maintien de la paix
Déclaration d'engagements communs concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies

Les jeunes et la paix et la sécurité
Résolutions 2419 (2018) et 2250 (2015) du Conseil de sécurité

2020

Migrations
Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières

Réfugiés
Pacte mondial sur les réfugiés

Unis en faveur de la réforme
Mise en œuvre du programme de réformes du Secrétaire général dans les domaines du développement, de la gestion et de la paix et de la sécurité

Décennie d'action
Appel du Secrétaire général à une décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable

Déclaration des 75 ans de l'ONU
12 engagements en faveur de la coopération mondiale et du développement durable

Droits humains
Appel à l'action du Secrétaire général en faveur des droits humains

Cessez-le-feu et solidarité mondiale dans le contexte de la COVID-19
Résolution 74/270 de l'Assemblée générale et résolution 2532 (2020) du Conseil de sécurité

2021

Traité sur l'interdiction des armes nucléaires
Entrée en vigueur du Traité

2022

Programme d'action de Doha
Résolution 76/258 de l'Assemblée générale sur le Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés

2023

Sommet sur les objectifs de développement durable
Deuxième forum politique de haut niveau, organisé sous les auspices de l'Assemblée générale afin de stimuler l'action en vue de la réalisation des objectifs de développement durable

Réunion-bilan deux ans après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires
Le point sur la transformation des systèmes alimentaires

2024

Programme d'Antigua-et-Barbuda pour les petits États insulaires en développement
Résolution 78/317 de l'Assemblée générale

Sommet de l'avenir
Un Pacte pour l'avenir

Troisième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral

Nouveau Programme pour les villes
Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III)

Lutte contre les drogues
Engagement commun à aborder et combattre efficacement le problème mondial de la drogue (résolution S-30/1 de l'Assemblée générale)

*Le diagramme montre certains programmes porteurs de transformation adoptés depuis 1995 et n'est pas exhaustif. Le programme de travail de l'ONU est guidé par plusieurs autres mandats arrêtés par les organes délibérants.

Système des Nations Unies

Organes principaux

Assemblée générale

Conseil de sécurité

Conseil économique et social

Secrétariat

Cour internationale de Justice

Conseil de tutelle[6]

Organes subsidiaires

- Comités permanents et organes ad hoc
- Commission du désarmement
- Commission du droit international
- Conseil des droits de l'homme
- Corps commun d'inspection (CCI)
- Grandes commissions et autres comités de session

Fonds et programmes[1]

FNUAP Fonds des Nations Unies pour la population
ONU-Habitat[8] Programme des Nations Unies pour les établissements humains
PAM Programme alimentaire mondial (ONU/FAO)
PNUD Programme des Nations Unies pour le développement
- **FENU** Fonds d'équipement des Nations Unies
- **VNU** Volontaires des Nations Unies

PNUE[8] Programme des Nations Unies pour l'environnement
UNICEF Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Recherche et formation

École des cadres du système des Nations Unies
UNIDIR Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement
UNITAR Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
UNU Université des Nations Unies

Autres organismes

CNUCED[1,8]
HCR[1] Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
ITC Centre du commerce international (ONU/OMC)
ONU-Femmes[1] Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
UNOPS[1] Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
UNRWA[1] Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

Organisations apparentées

AIEA[1,3] Agence internationale de l'énergie atomique
AIFM Autorité internationale des fonds marins
Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires
CPI Cour pénale internationale
OIAC[3] Organisation pour l'interdiction des armes chimiques
OIM[1] Organisation internationale pour les migrations
OMC[1,4] Organisation mondiale du commerce
Tribunal international du droit de la mer

Commission de consolidation de la paix

Forum politique de haut niveau pour le développement durable

Organes subsidiaires

- Comité contre le terrorisme
- Comités des sanctions (ad hoc)
- Comité d'état-major
- Comités permanents et organes ad hoc
- Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux
- Opérations de maintien de la paix et missions politiques

Commissions techniques

- Condition de la femme
- Développement social
- Forum des Nations Unies sur les forêts
- Population et développement
- Prévention du crime et justice pénale
- Science et technique au service du développement
- Statistique
- Stupéfiants

Commissions régionales[8]

CEA Commission économique pour l'Afrique
CEE Commission économique pour l'Europe
CEPALC Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAO Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CESAP Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Autres organes[10]

- Comité chargé des organisations non gouvernementales
- Comité des politiques de développement
- Comité d'experts de l'administration publique
- Instance permanente sur les questions autochtones

GENUNG Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques
ONUSIDA Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
UNGGIM Comité d'experts sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale

Recherche et formation

UNICRI Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice
UNRISD Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social

Institutions spécialisées[1,5]

FAO Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA Fonds international de développement agricole
FMI Fonds monétaire international
GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE[7]
- **BIRD** Banque internationale pour la reconstruction et le développement
- **IDA** Association internationale de développement
- **SFI** Société financière internationale

OACI Organisation de l'aviation civile internationale
OIT Organisation internationale du Travail
OMI Organisation maritime internationale
OMM Organisation météorologique mondiale
OMPI Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS Organisation mondiale de la Santé
OMT Organisation mondiale du tourisme
ONUDI Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
UIT Union internationale des télécommunications
UNESCO Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UPU Union postale universelle

Départements et bureaux[9]

EOSG Cabinet du Secrétaire général
BCAD Bureau de la coordination des activités de développement
BLT Bureau de lutte contre le terrorisme
BSCI Bureau des services de contrôle interne
Bureau des affaires de désarmement
Bureau des affaires spatiales
Bureau des Nations Unies pour les partenariats[2]
Bureau du (de la) Conseiller(ère) spécial(e) pour l'Afrique
Bureau du (de la) Haut(e)-Représentant(e) pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement
Bureau du (de la) Représentant(e) spécial(e) du Secrétaire général chargé(e) de la question de la violence contre les enfants
Bureau du (de la) Représentant(e) spécial(e) du Secrétaire général chargé(e) de la question des violences sexuelles commises en période de conflit
Bureau du (de la) Représentant(e) spécial(e) du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés
DCG Département de la communication globale
DESA Département des affaires économiques et sociales
DGACM Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences
DMSPC Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
DOS Département de l'appui opérationnel
DPO Département des opérations de paix
DPPA Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
DSS Département de la sûreté et de la sécurité
HCDH Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
OCHA Bureau de la coordination des affaires humanitaires
OLA Bureau des affaires juridiques
ONUDC[1] Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
ONUG Office des Nations Unies à Genève
ONU JEUNESSE Bureau des Nations Unies pour la jeunesse
ONUN Office des Nations Unies à Nairobi
ONUV Office des Nations Unies à Vienne
UNDRR Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes

Notes :

1 Membres du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS).
2 Le Bureau des Nations Unies pour les partenariats sert de coordonnateur pour la Fondation pour les Nations Unies.
3 L'AIEA et l'OIAC font rapport au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale.
4 L'OMC n'a pas obligation de faire rapport à l'Assemblée générale, mais elle contribue à titre spécial à ses travaux et à ceux du Conseil économique et social, notamment en ce qui concerne les finances et les questions de développement.
5 Les institutions spécialisées sont des organisations autonomes dont le travail est coordonné par le Conseil économique et social (au niveau intergouvernemental) et par le CCS (au niveau intersecrétariat).
6 Le Conseil de tutelle a suspendu ses activités le 1er novembre 1994, suite à l'indépendance des Palaos, dernier territoire sous tutelle des Nations Unies, le 1er octobre 1994.
7 Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI) ne sont pas des institutions spécialisées au sens des articles 57 et 63 de la Charte, mais font partie du Groupe de la Banque mondiale.
8 Les secrétariats de ces organes font partie du Secrétariat.
9 Font également partie du Secrétariat : le Bureau de la déontologie, le Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies, et le Bureau de l'administration de la justice.
10 Consultez la liste complète des organes subsidiaires du Conseil économique et social à cette adresse : www.un.org/ecosoc/fr.

Ce tableau reflète l'organisation fonctionnelle du système des Nations Unies, à seule fin d'information. Il n'inclut pas tous les bureaux et organismes des Nations Unies.

© Nations Unies, 2023. Tous droits réservés.

Publié par le Département de la communication globale de l'Organisation des Nations Unies 23-00013 — Juillet 2023.